

**Zeitschrift:** Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier  
**Herausgeber:** Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier  
**Band:** 38 (2022)

**Buchbesprechung:** Comptes rendus

**Autor:** Auderset, Patrick / Clavien, Alain / Elsig, Alexandre

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 02.04.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

---

# COMPTES RENDUS

**Anina Zahn, *Wider der Verunsicherung. Arbeitslosenkomitees in der Schweiz 1975-2002***

Zurich, Chronos, 2021, 339 pages

Dans cet ouvrage tiré de son travail de thèse, Anina Zahn examine l'introduction de l'assurance-chômage obligatoire en Suisse et ses adaptations successives du point de vue des associations de chômeuses et de chômeurs, depuis la crise du milieu des années 1970 à l'adoption de la loi de 2002. Pour ce faire, elle s'appuie sur les archives des différents comités ainsi que sur quelques recherches en sciences sociales effectuées dans les années 1980 et 1990. Elle a complété ce matériau précieux, mais parfois lacunaire, de plusieurs interviews réalisées en 2017 et 2018.

Difficilement traduisible en français, le titre souligne le paradoxe qui traverse son propos : l'action des comités de chômeuses et chômeurs se développe « contre une désécurisation » que l'assurance-chômage devrait précisément permettre d'éviter.

L'autrice met en évidence trois périodes clés dans le développement d'organisations de chômeurs et chômeuses, qui sont étroitement liées à la dégradation de la situation économique : la création des premières associations en 1975-1976 ; leur renaissance, ou leur regain d'activité, entre 1982 et 1984 ; leur multiplication à partir de 1992-1993, avant leur reflux dans la seconde moitié de la décennie. Partant de travaux qui ont relevé l'extrême difficulté pour les chômeurs et chômeuses à s'organiser,

elle examine les conditions qui ont rendu possible l'émergence d'associations et les modalités de leur inscription dans la durée. Elle s'attache à cinq d'entre elles, parmi les plus importantes et les plus durables – Genève, Lausanne, La Chaux-de-Fonds, Bâle et Zurich – ainsi qu'aux différentes coordinations nationales qu'elles ont, tant bien que mal, réussi à constituer. Zahn montre les rôles qu'ont pu y jouer les permanent·e·s lié·e·s aux Églises ou aux syndicats ainsi que les militant·e·s d'organisations politiques et de mouvements sociaux. Elle fait ressortir les spécificités de chacun de ces comités et les conséquences de celles-ci sur leurs activités et leur développement : présence ou non dans le comité de l'association de personnes n'étant pas, ou plus, au chômage ; organisation de permanences et de lieux d'échanges ; poids de l'action politique et nature des mobilisations ; mise sur pied d'activités d'entraide, et parfois de production économique (ateliers, coopératives, restauration, journaux).

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée à la place des comités de chômeurs et chômeuses dans le processus politique et législatif. En dépit d'interventions récurrentes pour se faire reconnaître comme partenaire social, porteur d'intérêts spécifiques insuffisamment représentés par les syndicats, ils ne parviennent que très marginalement à peser sur les réformes successives de l'assurance-chômage. Ils s'efforcent d'exprimer les revendications des sans emploi,

notamment par des pétitions, des prises de positions publiques et des manifestations, mais trouvent peu d'écho auprès des autorités. Ces comités dénoncent en particulier les obligations de plus en plus contraignantes auxquelles sont soumis les chômeurs et les chômeuses.

L'autrice s'intéresse aux réformes successives de l'assurance-chômage, de l'adoption de l'article constitutionnel qui la rend obligatoire en 1976 à la révision de la loi en 2002. Celle de 1995 conduit à un profond changement de perspective : alors que les prestations de l'assurance-chômage étaient conçues comme des indemnités destinées à compenser le revenu perdu, la nouvelle politique dite « d'activation » entend ramener rapidement la personne sans emploi sur le marché du travail et minimiser la période de chômage. Ce changement se traduit dans une mesure emblématique : le remplacement du « timbrage » régulier à l'Office communal de travail (quotidien, puis pluri-hebdomadaire) par des « entretiens de conseil et de contrôle » mensuels dans de nouveaux Offices régionaux de placement (ORP). Au cours de cette décennie, la notion de « travail convenable » – c'est-à-dire d'emploi que le chômeur ou la chômeuse doit accepter sous peine de sanction – est élargie à plusieurs reprises. Le montant et le nombre d'indemnités est également modifié. C'est à l'occasion d'une tentative de diminution de celles-ci que le mouvement des chômeurs et chômeuses connaît une de ses rares victoires politiques : un référendum lancé par l'ADC de La Chaux-de-Fonds gagné en votation populaire à une étroite majorité en septembre 1997 (50,3%).

Dans une troisième partie, elle s'intéresse à la critique de la « valeur travail » et de la politique d'emploi développée par les organisations de chômeurs et de chômeuses. Ces dernières prônent notamment la réduction de la durée du travail pour lutter contre le chômage, refusent la mise en concurrence des salarié·e·s et des sans emploi, revendiquent de véritables mesures de formation et de reconversion ainsi que la création de places de travail. Face à la précarisation de l'emploi dans les années 1990 et à l'exclusion d'un nombre croissant de personnes du marché du travail, certaines d'entre elles s'intéressent également à de nouveaux modèles de sécurité sociale comme le revenu universel garanti, popularisé lors des Marches européennes contre le chômage auxquels elles participent.

La dernière partie de l'ouvrage traite plus spécifiquement des activités de permanence juridique et sociale. Elle rend compte des modalités de leur exercice et des ressources humaines et matérielles qui les rendent possibles. Ce faisant, elle fait apparaître ses apports à la défense des intérêts des chômeurs et chômeuses, mais aussi les contraintes et les risques qui y sont liés, notamment de dépendance envers les pouvoirs publics lorsque ces derniers les soutiennent. Se pose alors la question de leur place dans le dispositif de l'État social : rouage administratif externalisé ou grain de sable salutaire ?

On regrettera que ce passionnant travail ne soit disponible qu'en allemand bien qu'il touche une question sociale centrale dans laquelle les associations de chômeurs et chômeuses romandes ont été particulièrement

actives. Les nombreuses synthèses intermédiaires, disponibles en début et fin de chaque chapitre, donnent néanmoins accès à l'essentiel de son propos.

PATRICK AUDERSET

**Joëlle Droux, Anne-Françoise Praz**  
**Placés, déplacés, protégés ?**  
**L'histoire du placement d'enfants**  
**en Suisse, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles**  
 Neuchâtel, Alphil, 2021, 142 pages

Entre les élites qui veulent vous contrôler en vous enfermant ou en vous éduquant (la différence n'est pas toujours très claire) pour être sûr que vous allez vous tenir à carreau et devenir un honnête travailleur, mais sans jamais vous donner les moyens d'envisager un vrai métier, et les pauvres qui savent parfaitement exploiter plus pauvres qu'eux – les communes responsables attribuent souvent les enfants à placer à des familles paysannes qui s'empressent de les mettre au travail – il ne fait pas bon être un gamin ou une gamine (de) pauvre, un peu rebelle ou illégitime... Synthétisée ici par deux historiennes spécialistes de la question, l'histoire du placement des enfants en Suisse montre la persistante «légitimité» du processus de disciplinarisation d'enfants considérés comme de la graine de gibier de potence, dont il faut extirper les défauts pour les rendre aptes à la vie en société, en leur inculquant par le travail les valeurs d'épargne, de discipline, de tempérance et de morale chétienne. Dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, divers modèles d'établissements éducatifs sont mis en place par des philanthropes ou par les Églises, orpheli-

nats, colonies agricoles, maisons de redressement, où les enfants arrachés à leur famille sont placés pour leur «édification». L'État est absent, sauf au niveau communal où l'on privilégie le placement dans des familles d'accueil, par le biais de la fameuse mise à l'envers : chaque année, les autorités communales attribuent des enfants à la famille qui demandera le moins de subvention...

Les législations de protection de l'enfance qui, vers la fin du siècle, limitent la puissance parentale et légalisent les placements ne constituent pas vraiment un progrès puisque les structures d'accueil ne changent pas. Il faut attendre l'entre-deux-guerres pour qu'éclatent les premiers scandales dénonçant les conditions de vie déplorables des placés·e·s. Mais le système s'avère impossible à réformer. Inertie intellectuelle, priorité du moindre coût et fédéralisme s'allient pour empêcher tout changement de fond.

La révision du code pénal (1942), qui distingue coupable à punir et mineur à éduquer, marque une première étape, mais ce n'est que dans les années cinquante que les perspectives évoluent lentement. De «panacée irremplaçable», la solution du placement devient le dernier recours, car il vaut mieux soutenir le milieu familial et maintenir l'enfant dans son entourage. Ce nouveau cadre normatif accompagne une professionnalisation avec la création de métiers dans le travail social, un redimensionnement des institutions d'accueil, une réévaluation de la place du travail dans le processus d'éducation, etc. Sur le terrain pourtant, les résistances restent fortes. Les années soixante apportent un regard

neuf: si les réformateurs de la décennie précédente espéraient aménager l'institution, les contestataires réclament sa totale refonte et exigent de complètement réévaluer la question. L'enfant en difficulté n'est plus considéré comme un coupable et un danger, mais comme la victime d'une société qui le rejette. Il a dès lors des droits, notamment celui de ne plus être séparé de sa famille. Ces conceptions nouvelles débouchent sur de nouvelles pratiques, comme l'action éducative en milieu ouvert. Par ailleurs, l'évolution du code civil (dispositions adoptées en 1976) change aussi la donne. Il supprime la filiation illégitime, accorde des droits à la mère célibataire, et règle plus sévèrement la déchéance de l'autorité parentale.

Tout en rendant compte de cette rénovation positive des politiques publiques de l'enfance, les autrices restent prudentes: ces nouveaux cadres de référence «n'ont sans doute pas révolutionné en un jour les attitudes à l'égard des enfants placés et de leur famille, ni réduit comme par miracle les effets de la stigmatisation, de marginalisation et d'étiquetage liés à leur prise en charge» (p. 114). Des scandales réguliers, certains récents, viennent le démontrer.

Les nombreuses recherches de ces dernières années font que cette histoire est connue des spécialistes, la bibliographie en témoigne, mais elle est présentée ici de manière synthétique et claire même si le texte est dense parfois. Les autrices de ce petit volume ne s'en tiennent pas à cette histoire, elles s'interrogent également sur ce qui l'a rendue possible; en d'autres termes, comment en est-on arrivé à écouter les témoignages,

à les prendre en compte, comment un problème dénoncé depuis longtemps s'impose-t-il enfin aux historiennes et historiens, puis à l'agenda politique? Questions passionnantes. De plus, elles donnent volontiers la parole aux témoins plutôt que de parler à leur place. Ce livre est décidément très recommandable.

ALAIN CLAVIEN

**Stefan Howald, *Links und bündig. WOZ Die Wochenzeitung. Eine alternative Mediengeschichte***  
Zurich, Rotpunktverlag, 2018,  
360 pages

Organe critique de contre-information, l'hebdomadaire zurichois *Wochenzeitung*, plus connu sous son acronyme de *WOZ*, a été créé en 1981 dans la foulée des nombreuses revues «alternatives» nées dans les années 70 – *Focus, Infrarot, das konzept, Viva, Agitation, Leserzeitung, Tell*, etc. La *WOZ* est l'un des rares organes de ce type à avoir survécu<sup>1</sup>. Elle compte en 2018 environ 20 000 abonné·e·s. Stefan Howald vient de consacrer un ouvrage à l'hebdomadaire où il travaille depuis une dizaine d'années.

Le livre suit une double voie assez classique. D'une part, il propose une analyse de contenu qui rappelle les commentaires et prises de position du journal à propos des événements principaux de l'histoire sociale et politique de ces vingt-cinq dernières années, mais aussi quelques-uns de ses embarras – face au terrorisme de la Fraction armée rouge, face à la votation sur l'entrée dans l'Espace économique européen ou face à la campagne BDS menée contre la poli-

tique israélienne, par exemple. D'autre part, l'ouvrage offre une histoire interne du journal qui ne dissimule rien des débats souvent houleux entre la rédaction et la coopérative éditrice du journal « infolink », ni des discussions épiques autour du mode de management ou des choix rédactionnels. Tout cela est fort intéressant, même si l'auteur se répand parfois complaisamment en des anecdotes compréhensibles par les seuls initiés.

Dès sa création, la *WOZ* ambitionne d'être autre chose qu'une petite revue alternative bricolée, elle veut être un « vrai » journal, financé par une société coopérative, avec des rédacteurs payés, mal certes, mais cela assure un côté « professionnel ». Se donnant les moyens de ses ambitions, l'équipe réunit un capital de départ de 600 000 francs. La *WOZ* est organisée selon des principes d'autogestion et d'autonomie ; elle défend notamment une politique de salaire égal pour tous et la rotation des tâches entre rédacteur et compositeur, elle prône l'absence de rédacteur en chef et un splendide mépris pour les « exigences du marché ». Ces principes sont régulièrement rediscutés et amendés lors de journées de réflexion animées, avec la progressive mise en place d'une structure un peu plus hiérarchisée, dès 1993-1994, puis, dix ans plus tard, l'institution d'une direction rédactionnelle, lors de la « grande crise » de 2003-2005 qui est marquée aussi par des licenciements traumatisants. Financièrement, la *WOZ* est fragile, et plusieurs fois sur le point de disparaître, mais le succès des campagnes de soutien lancées périodiquement témoigne de la solidité de sa base arrière. En 1984, façon de pérenniser et régula-

riser ce soutien, on met sur pied l'association « ProWoZ » qui regroupe 400 personnes (elles sont un millier aujourd'hui) mettant chaque année la main au porte-monnaie pour garantir l'indépendance économique du journal.

Journal d'une gauche assumée, sans être homogène, la *WOZ* se veut à la fois un organe de contre-information, où l'enquête joue un rôle important, et un soutien critique mais solidaire des mouvements sociaux. L'équilibre n'est pas toujours simple à tenir entre qui aimerait un engagement radical et qui défend une forme de journalisme critique voué à toucher un public plus large, d'autant qu'une partie des rédacteurs sont issus ou proches de ces mouvements sociaux en quête perpétuelle de visibilité médiatique – certains d'entre eux claquent du reste la porte en criant à la capitulation ou à la trahison... Le journal évite toutefois l'écueil d'un sectarisme trop marqué, ce qui explique en partie sa longévité et sa réputation actuelle, à laquelle l'encartage mensuel du *Monde diplomatique*, depuis janvier 1996, donne aussi son onction.

Si son approche est trop descriptive et trop détaillée sur certaines questions internes, notamment les conflits de personnes, Howald a su éviter l'écueil fréquent des monographies de presse, qui s'enferment sur leur sujet comme s'il était seul au monde. La *WOZ* est ici replacée dans l'environnement assez chahuté et concurrentiel de la presse alémanique de ces années-là et cette contextualisation rappelle bien des expériences aujourd'hui avortées – de *Facts* à *Magma*, en passant par *die Woche* ou *Neue Sonntagsblatt*. On relèvera aussi

la lente débandade des journaux socialistes (la *Thurgauer AZ* disparaît en 1985, la *Basler AZ* en 1992, la *Solothurner AZ* en 1993, l'*Ostschweizer AZ* en 1996...) dont une partie des lecteurs vont rejoindre les abonnés de la *WOZ*, ce qui est peut-être une des clés du succès de l'hebdomadaire zurichois.

Richement illustré, complété par diverses annexes, le livre se lit agréablement et il laisse son lecteur sur une note optimiste : un journal alternatif, vivant essentiellement de ses lecteurs, puisque la publicité a toujours joué un rôle secondaire dans son budget, est aujourd'hui viable, ce qui est plutôt encourageant.

ALAIN CLAVIEN

<sup>1</sup> Autre survivante notable, la *Rote Anneliese* a récemment fait l'objet d'un excellent et substantiel article portant sur ses débuts : Pierre Evéquoz, « Die Rote Anneliese. Genèse et itinéraire d'une revue haut-valaisanne contestataire (1971-1979) », *Annales valaisannes*, 2018, p. 9-69.

**Christian Joschke (dir.)**  
**Photographie ouvrière**  
**(Transbordeur, photographie,**  
**histoire, société, n° 4)**  
 Paris, Macula, 2020, 206 pages

Ce numéro de la revue *Transbordeur* est consacré à une histoire culturelle du mouvement ouvrier abordée par le biais des représentations photographiques apparues dans la presse illustrée à partir des années 1920. Ce moment correspond d'abord à la démocratisation de la pratique photographique par l'apparition de nouveaux appareils au prix plus

abordable, mais aussi à la volonté de dépasser les représentations dominantes alors commanditées par le patronat. Celles-ci ont tendance à objectiver les ouvrières et ouvriers, souvent photographiés en groupe devant l'usine pour documenter l'importance d'une entreprise. Ce moment correspond enfin au lancement d'un périodique qui joue un grand rôle dans la diffusion de cette pratique dans le mouvement ouvrier, l'*Arbeiter Illustrierte-Zeitung (AIZ)* dans le Berlin de la République de Weimar. Soutenu par le Secours ouvrier international, cet hebdomadaire illustré participe du combat culturel mené par l'Internationale communiste, mêlant étroitement principes philanthropiques et velléités propagandistes. L'introduction de Christian Joschke, l'article d'Andrés Mario Zervigón ainsi qu'un entretien avec Jorge Ribalta montrent bien l'importance de cette création berlinoise, pensée pour suppléer à un marché photographique qui ne donne pas à voir le quotidien de la vie ouvrière et de ses luttes. L'*AIZ* lance ainsi un appel en 1926 aux photographes amateurs et son exemple est repris en URSS par le *Sovetskoe Foto* (analysé par Emily Joyce Evans), en Tchéquie par l'association Levá Fronta (article de Fedora Parkmann) ou encore aux États-Unis par le *Labor Defender* (contribution de Margaret Innes).

En Suisse par contre, comme le relève l'article de Christian Koller consacré aux fonds des Archives sociales suisses, la photographie ouvrière reste peu liée au projet communiste, mais elle est plutôt connectée au mouvement social-démocrate, à l'instar du photographe amateur

Robert Risler et du photographe professionnel Ernst Koehli. Leur production donne à voir avant tout les ouvrières et ouvriers en «mouvement», particulièrement durant les manifestations ou les grèves. Ces deux photographes occultent cependant grandement la question de la condition de vie des familles ouvrières (p. 102), contrairement à d'autres contemporains, ainsi du travail de la photographe et sociologue d'origine allemande Gisèle Freund au Royaume-Uni dans les années 1930 (article de Lorraine Audric). En Suisse, on pourrait également penser aux travaux du Bernois Paul Senn ou du Lausannois Geo Würigler (des archives de ce dernier sont notamment conservées dans le fonds Avant-coureurs de l'AEHMO).

Cette tension transversale entre le mouvement communiste et le mouvement social-démocrate autour de l'appareil photo a longtemps été occultée par l'historiographie, la «photographie documentaire» restant, dans le récit dominant la période de la guerre froide, une création réformatrice proche de la Farm Security Administration nord-américaine, avec notamment le travail devenu iconique de Dorothea Lange durant le New Deal. Richement illustré, le numéro permet ainsi de nuancer cette idée en rappelant l'importance de l'effort mené par le camp communiste pour faire de la photographie une arme dans la lutte des classes, effort qu'analysent notamment les travaux de Wolfgang Hesse. Et une nuance à la nuance se lit en filigrane dans plusieurs articles : les réalisations de ces projets de photographie ouvrière ont été loin de correspondre aux espoirs placés en elle. Ainsi, les jour-

naux illustrés ont souvent dû composer avec un faible apport de photographes amateurs. L'*AIZ* marque ainsi moins les esprits par les auto-représentations livrées par le monde ouvrier que par sa capacité à subvertir les images des grandes agences de presse, notamment par des photomontages et une maquette dynamiques, qui ne sont pas sans liens avec les mouvements dadaïstes ou le constructivisme russe. La plupart des contributions de l'*AIZ* sont restées anonymes, mais l'on sait l'importance jouée par John Heartfield dans la rédaction.

La promesse de la démocratisation du média photographique ne se réalise ainsi pleinement que dans les années 1970, comme le rappelle le photographe et curateur Jorge Ribalta en conclusion. Les Leica et Rolleiflex sont alors progressivement remplacés par les Pocket Instamatic qui s'engouffrent dans les luttes des milieux étudiants et des minorités. Les années 1970 sont aussi celles qui redécouvrent la production des photographes ouvriers de l'entre-deux-guerres, à l'instar de la militante féministe Jo Spence en Angleterre (article de Charlene Heath). Ce numéro de revue participe ainsi d'une sorte de cycle de Kondratiev du développement de la photographie ouvrière (années 1920-1970-2020), comme le laisse entendre l'entretien mené avec Ribalta (p. 125). Les années à venir, marquées par l'ubiquité des smartphones et la viralité des réseaux sociaux, seront-elles celles d'une repolitisation du médium photographique ? Ce serait grossir le trait et faire fi des permanences de l'usage de l'appareil photo dans les luttes sociales. Mais cette livraison



de la revue *Transbordeur* a le mérite d'approfondir la focale portée sur la production photographique de l'entre-deux-guerres, au-delà de la figure héroïsée et masculine du « photo-reporter ».

ALEXANDRE ELSIG

**Maïté Girardin, *La grève des casseroles, histoire du boycott des cours ménagers à Bienne en 1979-1982***

Bienne, revue *Intervalles*, printemps 2021, 93 pages

« L'enseignement ménager donné à l'école secondaire a le devoir de montrer à toute jeune fille ses prédispositions naturelles au métier de ménagère », écrivaient les autorités scolaires il y a un siècle. Depuis quarante ans, les jeunes filles de Bienne ne sont plus tenues de suivre 180 heures de cours ménagers à la fin de la scolarité ou de l'apprentissage.

Honneur à celles qui se sont battues pour en arriver là ! Tout commence par un communiqué signé par une cinquantaine de gymnasiennes en janvier 1979 ; plusieurs d'entre elles vont en effet boycotter les cours ménagers à la rentrée d'automne, elles seront quatre à être condamnées à une amende, un an plus tard. Et la volée suivante reprend la grève, d'autres éclatent à Berne, à Zurich, à Porrentruy où une élève rétive va passer six jours en prison – a-t-elle au moins été affectée aux cuisines ou à la lingerie ?

Maïté Girardin a dépouillé la presse de ces années, qui a donné un vaste écho au mouvement ; en témoignent les nombreuses illustrations, manchettes ou coupures de journaux.

Elle introduit son propos par une brève histoire des femmes et du féminisme en Suisse depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, claire et bien documentée. On y suit par exemple l'évolution notable de l'Association pour le suffrage féminin, devenue l'Association pour les droits des femmes et qui sortira du cadre légal, pour la première fois de son existence, avec son soutien au boycott.

La rédaction de la revue *Intervalles* a ensuite organisé un dialogue entre Barbara Ruf, responsable du bureau bernois de l'égalité et Danielle Tosato-Rigo, une des premières grévistes. Si les souvenirs de cette dernière sont frais et souriants, elle souligne la discrimination qui existait entre gymnasiennes et apprenties (à Lausanne, j'ai eu la chance de pouvoir échanger la couture contre le latin en 1955 ; mais on nous recommandait vivement de « faire Marcellin », l'école ménagère facultative) et trace un parallèle avec les grèves du climat, elles aussi menées tambour battant par gymnasiennes et apprenties.

MARIANNE ENCKELL

## Deux ouvrages de référence pour une histoire sociale et économique critique depuis la Suisse

Vingt ans après la publication du Rapport Bergier et le travail d'histoire et de mémoire relatif à la Seconde Guerre mondiale sur lequel a débouché la crise des fonds en déshérence, un certain sentiment de régression prévaut. Il a par exemple été souligné par Frédéric Koller écrivant à ce propos dans *Le Temps* du 18 octobre 2021, et à juste titre, qu'«avec une large équipe d'historiens, un nombre impressionnant d'études [...] vont renouveler en profondeur la compréhension du rôle de la Suisse durant ce conflit. L'intérêt public est sans précédent. Ces travaux tombent pourtant à leur tour dans l'oubli, ou presque, par un nouveau déni politique.»

Cette citation est tirée de la recension de l'un des deux ouvrages qui viennent de marquer la retraite de deux historiens critiques et rigoureux, Marc Perrenoud, l'ancien conseiller scientifique de la Commission Bergier, et Sébastien Guex, professeur à l'Université de Lausanne. Une partie significative de leurs très nombreux travaux éparpillés dans des revues savantes méritaient d'être rassemblés et mieux diffusés pour faire en sorte qu'ils soient mieux connus, reconnus et pris en compte. Tous deux membres de notre association, ils ont aussi contribué à nos *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*.

Les deux ouvrages doivent leur existence aux initiatives bienvenues de collègues et ami·e·s de chaque auteur pour que soit rendu hommage à leurs itinéraires historiographiques, lesquels méritent de

marquer leur temps et de compter à l'avenir. Ils ont en commun de porter tous les deux sur une histoire économique et sociale construite depuis la Suisse, notamment pour développer un point de vue critique sur la place financière et les réalités du déploiement de l'économie helvétique dans le monde; mais aussi de s'intéresser à l'histoire sociale et du mouvement ouvrier en croisant histoire par le haut et histoire par le bas. Ils vont surtout, dorénavant, trouver nécessairement leur place dans toute bibliographie sérieuse de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle en Suisse et ailleurs.

Il n'est pas possible dans cette brève recension de rendre compte de la grande richesse de ces deux ouvrages qu'il vaut vraiment la peine de lire attentivement. Nous n'évoquons donc que quelques éléments de leurs présentations et de leurs contenus pour montrer notamment en quoi ils contribuent et donnent du sens à une histoire de la Suisse, ou depuis la Suisse, trop souvent biaisée par des regards complaisants, des récits mythiques et des propos convenus.

**Marc Perrenoud**

***Migrations, relations internationales et Seconde Guerre mondiale. Contributions à une histoire de la Suisse au XX<sup>e</sup> siècle***  
Neuchâtel, Alphil, 2021, 556 pages

L'ouvrage de Marc Perrenoud est organisé en sept chapitres qui représentent autant de domaines qui ont

marqué ses travaux, parmi lesquels la migration, les relations financières internationales, l'économie et le commerce, les réfugiés, le mouvement ouvrier. Dans sa présentation de l'auteur, historien de la « défense des humiliés », Daniel Bourgeois mentionne ce qui le relie à l'Algérie, et qui a sans doute contribué à une autre partie sur la Suisse et l'Outremer. Il évoque « l'un des grands intérêts heuristiques de sa démarche, une approche marxisante concrète et non dogmatique de l'histoire » (p. 25), ainsi que des souvenirs du temps de son travail aux Archives fédérales où il le croisait régulièrement.

« Je n'étais pas le seul à bénéficier de la générosité et des vastes connaissances de Marc. Chez lui, l'Histoire prime, et non les petits secrets jalousement conservés dans l'idée de frimer à l'occasion de leur révélation. La nouvelle gestion publique, le travail par objectif, la trop forte dépendance du personnel des Archives de la hiérarchie immédiate ont tué cet esprit de collaboration et d'échange, qui s'était instauré voici une quarantaine d'années [...] » (p. 15).

Pour leur part, Sébastien Guex et Malik Mazbouri proposent un « essai bio-bibliographique » d'un « historien atypique » qui rappelle tout d'abord les premiers travaux de Marc Perrenoud sur le mouvement ouvrier. Ils mettent en exergue notamment, et avec raison, un gros article de 1988 dans la revue *Études et sources* et la thèse soutenue en 2008 qui portent sur les banques et la diplomatie, ainsi que les deux grandes étapes de son itinéraire que constituent ses nombreuses années de travail pour les *Documents Diplo-*

*matiques Suisses* et sa fonction de conseiller scientifique de la Commission Bergier. Ils soulignent la finesse de ses analyses, et en particulier sa référence au concept de « zone grise », au sens où l'a introduit Primo Levi, qui permet d'aller au-delà des oppositions binaires et de monter en complexité.

Le choix d'articles de Marc Perrenoud qui est proposé ensuite permet au lecteur de mesurer l'originalité des approches et des questionnements de l'auteur sur des aspects de l'histoire depuis la Suisse qui constituent souvent des grains de sable et incitent à la réflexion critique. Il montre aussi un rapport de l'auteur au document qui est la garantie de la rigueur de son propos sans être jamais pour autant un frein à la vigueur de ses interrogations.

L'une des qualités de l'auteur est aussi d'avoir su et de savoir toujours souligner ce qu'il devait à des collègues précurseurs ou de référence. Le premier article de cette sélection évoque ainsi la *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses* publiée en 1983, au début de ses activités de recherche. Il mentionne parmi ses initiateurs des figures qui vont marquer son itinéraire comme Jean-François Bergier, ou Jean-Claude Favez, son directeur de thèse. Il montre aussi l'importance de cet ouvrage, en particulier les chapitres de Roland Ruffieux et de Hans-Ulrich Jost, pour l'orientation de ses propres travaux. Cette sensibilité de Marc Perrenoud à la notion de transmission vaut d'ailleurs aussi bien en aval qu'en amont, puisqu'il s'est aussi beaucoup engagé dans la cité, et auprès des enseignant·e·s, pour faire connaître les apports de

l'histoire critique de la Suisse, en particulier de la Commission Bergier, un aspect que cet hommage bien-venu aurait pu mettre davantage en exergue.

**Sébastien Guex, *Du pouvoir et du profit. Contributions de Sébastien Guex à l'histoire économique et sociale***

Lausanne, Antipodes, 2022, 605 pages

L'ouvrage s'ouvre sur un entretien dans lequel Sébastien Guex aborde aussi bien des questions très personnelles que son engagement politique. Il y évoque, au cours de sa carrière, des rappels à l'ordre et le sentiment d'avoir dû mettre de côté les expressions d'un marxisme qu'il revendique comme un fil conducteur fondamental dans ses travaux d'histoire. Il raconte aussi un épisode relatif à la Commission Bergier qui révèle les basses attaques dont ses travaux ont été l'objet, obligeant ainsi les historien·ne·s rigoureux à «un épuisant travail d'arrière-garde. C'est-à-dire un travail consistant à démolir des légendes, des interprétations autojustificatrices, des constructions biaisées et même mensongères, bref de discuter interminablement les mêmes questions depuis longtemps résolues par l'historiographe sérieuse au lieu de travailler sur les nombreuses questions qui restent encore en suspend à propos de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale» (p. 34).

Sébastien Guex décrit également sa vision de l'histoire, en soulignant combien elle constitue «une discipline idéologisée». Il mentionne à ce

propos «l'attention avec laquelle la bourgeoisie – ce n'est pas spécifique à la Suisse – essaie de contrôler l'historiographie, en particulier ce qui est raconté dans les manuels scolaires, qui constitue l'enjeu majeur». Mais surtout, il explicite les raisons qui l'ont fait s'intéresser à l'histoire suisse.

«La Suisse est une composante non négligeable de cette totalité qu'est le système capitaliste mondial. Dès lors, il faut comprendre la Suisse, et le rôle économique, social et politique qu'elle joue à l'échelle internationale depuis plus de deux cents ans, si l'on veut comprendre l'histoire du capitalisme dans son ensemble.» Elle représente aussi «un exemple très pur, un idéaltype pour reprendre le concept wébérien, particulièrement intéressant» (p. 37).

Les cinq grandes parties de l'ouvrage sont toutes introduites par un·e spécialiste de la thématique: Cédric Humair pour la politique monétaire et financière; Malik Mazbouri pour l'histoire politique et sociale de la place financière; Sandra Bott et Isabelle Lucas pour les impérialismes, le colonialisme et le négoce; François Vallotton et Nelly Valangiacomo pour l'histoire sociale; Michel Margairaz pour l'histoire internationale. En introduisant des textes importants de l'auteur sur la place financière, le secret bancaire et le rôle des banques cantonales, Malik Mazbouri met en exergue sa capacité de savoir toujours saisir les enjeux et les interactions entre les trois sphères sociale, politique et économique. Pour évoquer le rôle de l'historien critique dans la cité, Sandra Bott et Isabelle Lucas évoquent à juste titre les travaux de

Sébastien Guex sur les sociétés de *trading* et le rôle de la Suisse dans le commerce international. Enfin, ses articles sur les gardes civiques et sur la Grève générale montrent la manière dont les travaux de l'auteur parviennent à faire interagir les trois dimensions susmentionnées par une approche historique critique prenant en compte à la fois les dominant·e·s et les subalternes.

**CHARLES HEIMBERG**

*Nous signalons plusieurs ouvrages parus récemment, dans les présentations des éditeurs.*

**Felix Bühlmann, Philippe Longchamp, Kevin Toffer, Amal Tawfik**

***L'espace infirmier. Visions et divisions d'une profession***

Neuchâtel, Alphil, 2020, 260 pages

Cet ouvrage est paru avant la pandémie de Covid-19. S'appuyant sur plusieurs dizaines d'entretiens et près de 3000 questionnaires, les auteurs dressent un portrait totalement inédit de la profession qui rompt avec son apparente homogénéité. Ils révèlent l'existence d'un espace infirmier fortement différencié et hiérarchisé, dans lequel les différents points de vue professionnels sont étroitement liés aux positions occupées. À l'heure où la profession se trouve confrontée à des enjeux majeurs (pénurie de personnel, vieillissement de la population, rationalisation des soins, académisation des formations et développement de la recherche), ce livre constitue un outil de compréhension précieux pour professionnel·le·s de santé et étudiant·e·s. En mobilisant la théorie des champs de Pierre Bourdieu, il contribue plus largement au renouvellement de l'analyse sociologique des professions.

**Anne-Françoise Praz et Stéphanie Roulin (dir.)**

***Monsieur le rédacteur en chef...***

Lausanne, Antipodes, 2021, 190 pages

Les récits contrefactuels, uchroniques et pastiches sont venus peupler les étagères des librairies, et leurs vertus méthodologiques sont largement reconnues. Aucun volume d'hommage n'avait encore franchi le pas d'un tel recours à l'imagination. Ce choix s'est rapidement imposé pour saluer le talent d'un historien qui aime les bonnes histoires et qui n'a pas son pareil pour les raconter. Puisant leur matière dans leurs propres recherches aussi bien que dans la longue liste de publications d'Alain Clavier, les autrices et auteurs ont expérimenté le caractère jubilatoire du jeu entre histoire et fiction.

**Vasco Pedrina et Hans Schäppi**

***Die Grosse Wende in der Gewerkschaftsbewegung***

Zurich, Rotpunkt, 2021, 256 pages

Dans les années 1990, le mouvement syndical suisse a pris un tournant. Avec une longue crise économique et l'offensive néo-libérale, la gauche devait se réorienter et se réorganiser. Le Syndicat industrie et bâtiment, créé lors d'une fusion en 1993, y a largement contribué. Pedrina, qui vient de l'ancienne FOBB, et Hans Schäppi, de la chimie (FTCP), jettent ici un regard critique sur cette époque. Ils racontent entre autres comment des syndicats plutôt favorables au partenariat social et méfiants envers les étrangers en sont arrivés,

précisément avec l'aide d'immigré·e·s, à mieux maîtriser la crise, et de manière plus offensive, que les syndicats d'autres pays.

**Eva Locher**

***Natürlich, nackt, gesund. Die Lebensreform in der Schweiz nach 1945***

Francfort/Main, Campus, 2021, 426 pages

La mode est à l'alimentation végétarienne, aux médecines alternatives, aux corps sportifs. Précurseur de ce genre de pratiques, le courant de *Lebensreform* né autour de 1900 invitait à vivre le mieux possible, sainement et de manière naturelle. L'idée selon laquelle la réforme personnelle entraînerait un changement social a parcouru tout le XX<sup>e</sup> siècle. Dans l'après-guerre, ces réformateurs ont poursuivi leur propagande en faveur d'un « mode de vie naturel » qui contribue à surmonter les crises de l'époque, destruction de l'environnement, abus de la consommation, aliénation des personnes. Dans sa thèse soutenue à l'Université de Fribourg en 2019, Eva Locher a été la première à étudier ce courant en Suisse, un des lieux centraux pour la diffusion transnationale de la *Lebensreform*. Le texte est accompagné d'une importante bibliographie et d'un beau cahier de photos, caractérisé néanmoins par l'ambivalence du regard sur les femmes et les hommes nus. (Signalons aussi la solution originale et élégante de l'autrice, qui écrit au féminin ou au masculin de manière stochastique ; la lecture est fluide, même si elle est parfois surprenante.)

**Adrian Zimmermann**

***Revolutionen und Renovationen. Die bewegte Geschichte des Volkshaus Bern***

Berne, 2020, 187 pages

**Robert Nussbaum**

***Souvenirs d'un copiste populaire, hockeyeur et voyageur***

La Chaux-de-Fonds, Éditions sur le Haut, 2020, 95 pages

***125 ans en mouvement. Parti socialiste neuchâtelois 1896-2021***

Parti socialiste neuchâtelois (édition spéciale Le Point), 2021, 70 pages

*Et, pour faire suite à notre numéro précédent (Travailler la terre, 2021) :*

**Guillaume Savoy**

**Protester pour exister ! Les manifestations paysannes en Suisse, 1954-1961-1973**

Fribourg, Aux Sources du Temps Présent (ASTP), 2021, 280 pages

Le 17 novembre 1961, 40 000 paysans venus de toute la Suisse se rassemblent devant le Palais fédéral. Après une première tentative à l'échelle nationale en 1954, la manifestation comme moyen de défense professionnelle passe un cap en 1961. Cette année-là, face à l'industrialisation de l'agriculture suisse et la perte consécutive de repères structurels et identitaires, une grande partie des paysans prennent soudainement conscience du fait qu'ils n'ont plus d'avenir dans leur profession. Ce sombre constat les conduit à se mobiliser en masse, et à adopter une attitude protestataire inédite. Après avoir atteint son apogée en 1973, la protestation paysanne subit une forme de banalisation. Elle doit se réorienter au travers d'actions de proximité afin de garder un impact sur l'opinion publique. Au croisement de l'histoire rurale, de l'histoire sociale et économique, cet ouvrage se concentre sur les différents facteurs de mécontentement qui entraînent l'unité ou non du monde agricole. Après l'obtention d'un master en Histoire contemporaine à l'Université de Fribourg puis d'un CFC d'agriculteur biologique à l'Institut agricole de Grangeneuve, l'auteur a repris avec ses deux frères l'exploitation familiale, le Domaine de Crévy à Attalens.

**Gérard Béaur (dir.)**

**« Revisiter l'histoire des sociétés rurales », *Le Mouvement social* 277, 2021**

On la croyait morte et enterrée. L'histoire des campagnes figurait comme un champ tellement labouré qu'il en paraissait stérile et elle semblait désormais dénuée de tout ressort historiographique. Tout au moins en France. Tout n'avait-il pas été dit sur un sujet jadis central dans les préoccupations des historiens et des historiennes ? Tout renouvellement n'était-il pas interdit par l'abondance et la qualité des travaux anciens ? Pourtant, à l'écart des courants historiographiques dominants, des chercheurs continuaient d'irriguer ce champ en déshérence, par leurs travaux de plus en plus critiques et de plus en plus innovants. Depuis une bonne vingtaine d'années, les historiens et les historiennes du rural ont, en effet, revu leurs analyses, leurs méthodes, leurs paradigmes. La création d'une Association (française) d'histoire des sociétés rurales (AHSR) en 1993, et surtout le lancement d'une nouvelle revue l'année suivante – *Histoire et Sociétés rurales* – ont largement contribué à cette révision et aux débats qui l'ont entourée. L'une et l'autre ont permis non seulement de fédérer des chercheurs et chercheuses isolés mais aussi de revitaliser ce champ historiographique et de servir de caisse de résonance pour les travaux engagés sur ces thématiques. Aujourd'hui, l'histoire des campagnes est pensée sur un mode différent. C'est cet aggiornamento que l'on entend mettre en scène dans ce numéro du *Mouvement social*.



